

Art. 30. Aux annexes du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

- 1° dans l'annexe 14, dans les instructions pour remplir les formules, le mot "kleding" est remplacé par le mot "modevormgeving";
- 2° dans l'intitulé de l'annexe 15, les mots "(délivré à partir de l'année scolaire 2004-2005)" sont supprimés;
- 3° les annexes 16 et 17 sont abrogés;
- 4° à l'annexe 18 sont apportées les modifications suivantes :
 - a) l'annexe 18 est renumérotée annexe 16;
 - b) dans les instructions pour remplir les formules, le mot "kleding" est remplacé par le mot "modevormgeving" et les mots "psychiatrische verpleegkunde of ziekenhuisverpleegkunde" sont supprimés;
- 5° l'annexe 19 est renumérotée annexe 17;
- 6° dans chaque annexe, les mots "MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP" figurant dans l'intitulé de la formule sont supprimés, tandis que les mots "DEPARTEMENT ONDERWIJS" sont remplacés par les mots "DEPARTEMENT ONDERWIJS EN VORMING";
- 7° dans chaque annexe, les mots "Benaming en adres van de instelling" figurant dans la formule sont immédiatement précédés par les mots "Benaming en adres van de inrichtende macht".

Art. 31. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2007, à l'exception de l'article 30, 6° et 7°, qui entre en vigueur le 30 juin 2007.

Art. 32. Le Ministre flamand qui a l'Enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 7 septembre 2007.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
K. PEETERS

Le Ministre flamand de l'Emploi, de l'Enseignement et de la Formation,
F. VANDENBROUCKE

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2007 — 4205

[C — 2007/29320]

6 JUILLET 2007. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant la procédure de reconnaissance et de classement des fédérations sportives, des fédérations sportives de loisirs et des associations sportives, réglant leur subventionnement ainsi que celui des cercles affiliés aux associations reconnues organisant des activités sportives adaptées

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française, notamment les articles 15, 16, 23, 26, 27, alinéa 2, 29, 30, § 6, 31, § 3, et 45;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 avril 2000 fixant la procédure de reconnaissance et de classement des fédérations et associations sportives modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 2002;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 octobre 2000 réglant l'octroi de subventions aux fédérations ou associations sportives reconnues, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française du 8 novembre 2001 et du 6 décembre 2001.

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juillet 2001 fixant les montants des indemnités allouées aux membres de la Commission d'avis instituée pour l'examen des plans-programme des fédérations et associations sportives reconnues;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 septembre 2003 visant l'application du décret du 27 mars 2003 modifiant certaines dispositions du décret du 26 avril 1999 organisant le sport en Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 26 février 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 mars 2007;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air, donné le 13 mars 2007;

Vu l'avis 43.173/4 du Conseil d'Etat donné le 19 juin 2007, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique et des Sports;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° « Ministre » : le membre du Gouvernement de la Communauté française ayant les Sports dans ses attributions;
- 2° « Décret » : le décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française;
- 3° « Administration » : la Direction générale du sport du Ministère de la Communauté française;

CHAPITRE II. — *De l'introduction et de l'examen des demandes de reconnaissance*

Art. 2. Pour être reconnues, les fédérations et les associations sportives introduisent une demande à l'Administration sur les formulaires fournis par celle-ci, le Ministre étant chargé d'en fixer le modèle.

Art. 3. Les demandes de reconnaissance, ainsi que leurs annexes, sont adressées à l'Administration sous pli recommandé à la poste.

Art. 4. Les fédérations et les associations sportives joignent à leur demande de reconnaissance les annexes suivantes :

- 1° une copie de leurs statuts et la preuve de leur parution au *Moniteur belge*;
 - 2° une copie de tous les règlements pris en application de leurs statuts;
 - 3° la liste à jour de leurs cercles mentionnant, pour chacun d'eux :
 - a) son siège administratif;
 - b) le lieu habituel de ses activités;
 - c) le nombre à jour de ses sportifs différenciés par âge et par sexe ainsi que par type de déficience pour ceux affiliés aux associations visées à l'article 25 du décret;
 - d) la liste de ses dirigeants en mentionnant leur nom, adresse et fonction exercée au sein du cercle;
 - 4° la liste à jour des membres de leur organe de gestion reprenant, pour chacun d'eux, le nom, l'adresse et la fonction exercée;
 - 5° la liste à jour des membres de leur personnel en précisant, pour chacun d'eux :
 - a) les éléments relatifs à son identification (nom, prénom, date de naissance, sexe, adresse);
 - b) son statut;
 - c) la nature de son contrat;
 - d) sa fonction;
 - e) ses qualifications;
 - f) le nombre d'heures prestées rapportées en équivalent temps plein;
 - g) les éléments relatifs à son coût salarial ou à ses indemnités;
 - 6° un rapport d'activités portant sur l'année précédant celle de l'introduction de la demande de reconnaissance plus, le cas échéant, un rapport d'activités relatif à l'année en cours.
- Dans le cas où la fédération ou l'association qui sollicite sa reconnaissance émane d'une structure sportive nationale, les activités exercées dans le cadre national peuvent être prises en considération;
- 7° une copie de la police d'assurance couvrant la responsabilité civile et la réparation des dommages corporels de leurs membres ou, en cas d'assurance souscrite directement par les cercles affiliés ou toute autre structure intermédiaire, un document mentionnant les principales dispositions des contrats relatifs à cette couverture;
 - 8° une copie des statuts et la composition de l'organe de gestion de la fédération nationale dont la fédération ou l'association est, le cas échéant, partie composante;
 - 9° la liste, le cas échéant, des dispositions envisagées pour déterminer le montant de l'indemnité de formation due à l'occasion de transferts de sportifs, les modalités de sa liquidation et la procédure visant à en garantir le paiement par le cercle vers lequel le sportif est transféré ainsi que son retour effectif au cercle formateur;
 - 10° la liste des instances sportives communautaire, nationale, internationale ou olympique avec lesquelles la fédération ou l'association est organiquement en relation;
 - 11° le relevé des mesures prises pour assurer la sécurité de leurs membres, des accompagnateurs, des spectateurs ou de tout autre participant aux activités qu'elles organisent.

Art. 5. L'association du sport scolaire joint à sa demande de reconnaissance les annexes suivantes :

- 1° une copie de ses statuts et la preuve de leur parution au *Moniteur belge*;
- 2° une copie de tous les règlements pris en application de ses statuts;
- 3° la liste à jour des fédérations sportives scolaires de chacun des réseaux d'enseignement qui en sont membres;
- 4° la liste à jour des membres de son organe de gestion reprenant, pour chacun d'eux, le nom, l'adresse et la fonction exercée ainsi que l'identification de la fédération sportive scolaire dont il est le représentant;
- 5° la liste à jour des membres de son personnel en précisant pour chacun d'eux :
 - a) les éléments relatifs à son identification (nom, prénom, date de naissance, sexe, adresse);
 - b) son statut;
 - c) la nature de son contrat;
 - d) sa fonction;
 - e) ses qualifications;
 - f) le nombre d'heures prestées rapportées en équivalent temps plein;
 - g) les éléments relatifs à son coût salarial ou à ses indemnités;

6° un rapport d'activités portant sur l'année précédant celle de l'introduction de la demande de reconnaissance plus, le cas échéant, un rapport d'activités relatif à l'année en cours;

7° une copie du règlement de lutte contre le dopage visé à l'article 28, alinéa 2, 1°, c), du décret;

8° pour chacune des fédérations sportives scolaires membres :

a) une copie de ses statuts et la preuve de leur parution au *Moniteur belge*;

b) une copie de tous les règlements pris en application de ses statuts;

c) la liste à jour des membres de son organe de gestion reprenant, pour chacun d'eux, le nom, l'adresse et la fonction exercée;

d) tout document prouvant que les participants aux activités qu'elle développe sont assurés en responsabilité civile et en réparation des dommages corporels.

Art. 6. L'association du sport dans l'enseignement supérieur joint à sa demande de reconnaissance les annexes suivantes :

1° une copie de ses statuts et la preuve de leur parution au *Moniteur belge*;

2° une copie de tous les règlements pris en application de ses statuts;

3° la liste à jour des centres sportifs dans l'enseignement supérieur qui en sont membres;

4° la liste à jour des membres de son organe de gestion reprenant, pour chacun d'eux, le nom, l'adresse et la fonction exercée ainsi que l'identification du centre sportif dans l'enseignement supérieur dont il est le représentant;

5° la liste à jour des membres de son personnel en précisant pour chacun d'eux :

a) les éléments relatifs à son identification (nom, prénom, date de naissance, sexe, adresse);

b) son statut;

c) la nature de son contrat;

d) sa fonction;

e) ses qualifications;

f) le nombre d'heures prestées rapportées en équivalent temps plein;

g) les éléments relatifs à son coût salarial ou à ses indemnités;

6° un rapport d'activités portant sur l'année précédant celle de l'introduction de la demande de reconnaissance plus, le cas échéant, un rapport d'activités relatif à l'année en cours;

7° une copie du règlement de lutte contre le dopage visé à l'article 28, alinéa 2, 1°, c), du décret;

8° pour chacun des centres sportifs dans l'enseignement supérieur membres :

a) une copie de ses statuts et règlements;

b) la liste à jour des membres de son organe de gestion reprenant, pour chacun d'eux, le nom, l'adresse et la fonction exercée;

c) tout document prouvant que les participants aux activités qu'il développe sont assurés en responsabilité civile et en réparation des dommages corporels;

d) la liste détaillée des infrastructures sportives dont il dispose pour développer ses activités.

CHAPITRE III. — *De l'octroi de la reconnaissance, de la non-reconnaissance, de la suspension et du retrait de la reconnaissance*

Art. 7. Le Ministre est chargé de prendre les décisions d'octroi de reconnaissance, de non-reconnaissance, de suspension ou de retrait de reconnaissance.

Art. 8. Sous peine de nullité, tout recours contre les décisions prises en vertu de l'article 7 doit être introduit auprès du Gouvernement et doit mentionner l'identité de la ou des personnes qui représente(nt) la fédération ou l'association et qui souhaite(nt), le cas échéant, être entendue(s) par le Conseil supérieur.

Art. 9. Après vérification administrative du dossier, l'Administration informe la fédération ou l'association, sous pli recommandé à la poste, des date et heure auxquelles le Conseil supérieur examinera, pour avis, le recours.

A cette fin, le Conseil supérieur se réunit au plus tôt quinze jours après la date d'expédition du courrier recommandé.

Le Conseil supérieur est tenu de rendre son avis endéans les soixante jours à dater du recours.

CHAPITRE IV. — *De l'absence de décision en matière de reconnaissance*

Art. 10. Un recours auprès du Gouvernement peut être introduit par la fédération ou l'association concernée dans le cas où le Ministre n'a pas fait connaître sa décision endéans les six mois à dater de la date d'introduction de la demande de reconnaissance.

Art. 11. Sous peine de nullité, le recours est introduit sous pli recommandé à la poste endéans les trente jours à dater de la fin du sixième mois qui suit la date d'introduction de la demande de reconnaissance.

CHAPITRE V. — *Du classement et de sa révision*

Art. 12. Le Ministre, après avis du Conseil supérieur, classe chaque fédération ou association reconnue conformément à l'article 20 du décret. La décision est prise et notifiée simultanément à celle relative à la reconnaissance.

Art. 13. Sous peine de nullité, toute demande de révision de classement telle que prévue à l'article 20, alinéa 2, du décret est introduite sous pli recommandé à la poste auprès du Ministre.

Elle précise la motivation de la demande ainsi que les éléments nouveaux que la fédération ou l'association entend faire valoir.

Art. 14. La décision est prise par le Ministre, après avis du Conseil supérieur, endéans les nonante jours qui suivent l'avis du Conseil supérieur. Le Conseil supérieur est tenu de rendre son avis endéans les soixante jours à dater de la demande.

Art. 15. Pendant la durée de la reconnaissance, en cas d'évolution significative dans l'organisation du sport, le Ministre peut d'initiative réviser le classement d'une fédération ou association.

Préalablement à sa décision, le Ministre, sous pli recommandé à la poste, informe la fédération ou l'association en cause de son intention de modifier son classement.

Celle-ci peut faire valoir ses arguments dans un délai de trente jours à dater de l'envoi du courrier recommandé.

La décision est prise par le Ministre, après avis du Conseil supérieur, endéans les nonante jours qui suivent l'avis du Conseil supérieur.

Le Conseil supérieur est tenu de rendre son avis endéans les soixante jours à dater de l'expiration du délai de trente jours prévu à l'alinéa 3.

Art. 16. Sous peine de nullité, tout recours contre les décisions prises en vertu des articles 12, 14 et 15 doit être introduit auprès du Gouvernement et doit mentionner l'identité de la ou des personnes qui représente(nt) la fédération ou l'association et qui souhaite(nt), le cas échéant, être entendue(s) par le Conseil supérieur.

Art. 17. Après vérification administrative du dossier, l'Administration informe la fédération ou l'association, sous pli recommandé à la poste, des date et heure auxquelles le Conseil supérieur examinera, pour avis, le recours.

A cette fin, le Conseil supérieur se réunit au plus tôt quinze jours après la date d'expédition du courrier recommandé.

Le Conseil supérieur est tenu de rendre son avis endéans les soixante jours à dater du recours visé à l'article 20.

CHAPITRE VI. — *Des sanctions*

Art. 18. Le Ministre est chargé de prendre les dispositions de mise en demeure ainsi que les sanctions visées à l'article 22 § 2 du décret.

CHAPITRE VII. — *De l'introduction des demandes de la subvention forfaitaire de fonctionnement*

Art. 19. Pour bénéficier de la subvention forfaitaire de fonctionnement prévue à l'article 30 du décret, les fédérations ou associations reconnues introduisent une demande à l'Administration sur les formulaires fournis par celle-ci.

Art. 20. Les formulaires visés à l'article 19 sont introduits pour le 31 mars de l'année budgétaire pour laquelle la subvention est sollicitée. Ils sont complétés, accompagnés de tout document requis et signés par au moins deux administrateurs mandatés à cet effet.

Tout retard dans le transmis de la demande entraîne la perte du droit à la subvention de fonctionnement.

Art. 21. Chaque fédération ou association reconnue joint à sa demande :

1° le procès-verbal de sa dernière assemblée générale, en ce compris le rapport des commissaires au compte, approuvant :

- a) le projet de budget de l'année en cours;
- b) le bilan et le compte d'exploitation, en dépenses et recettes, de l'année écoulée;
- c) le rapport moral présenté par les instances dirigeantes;
- d) le programme des activités de l'année en cours ainsi que leurs objectifs prioritaires;

2° la liste actualisée de ses cercles en indiquant pour chacun d'eux :

- a) son siège administratif;
- b) le lieu habituel de ses activités;
- c) le nombre actualisé de ses sportifs différenciés par âge et par sexe ainsi que par type de déficience pour ceux affiliés aux associations visées à l'article 25 du décret;
- d) la liste actualisée de ses dirigeants en mentionnant leurs nom, adresse et fonction exercée au sein du cercle;

3° la liste actualisée des membres de son organe de gestion reprenant, pour chacun d'eux, le nom, l'adresse et la fonction exercée;

4° la liste actualisée des membres de son personnel en précisant pour chacun d'eux :

- a) les éléments relatifs à son identification (nom, prénom, date de naissance, sexe, adresse);
- b) son statut;
- c) la nature de son contrat;
- d) sa fonction;
- e) ses qualifications;
- f) le nombre d'heures prestées rapportées en équivalent temps plein;
- g) les éléments relatifs à son coût salarial ou à ses indemnités.

Art. 22. L'association du sport scolaire :

1° est dispensée des obligations visées à l'article 21, 2°;

2° doit, pour chacune de ses fédérations sportives scolaires membres, communiquer la liste actualisée des membres de son organe de gestion reprenant, pour chacun d'eux, le nom, l'adresse et la fonction exercée au sein de la fédération concernée.

Art. 23. L'association du sport dans l'enseignement supérieur :

1° est dispensée des obligations visées à l'article 21, 2°;

2° doit, pour chacun de ses centres sportifs dans l'enseignement supérieur membres, communiquer la liste actualisée des membres de son organe de gestion reprenant, pour chacun d'eux, le nom, l'adresse et la fonction exercée au sein du centre concerné.

CHAPITRE VIII. — *De l'introduction des demandes de subvention complémentaire pour la réalisation d'un plan-programme de développement du sport de haut niveau*

Art. 24. § 1^{er}. Le Ministre est chargé de déterminer les orientations minimales que doit contenir le plan-programme.

§ 2. Les activités composant le plan-programme visé à l'article 31, § 1^{er}, du décret sont présentées sous forme de projets.

Les projets sont :

1° étayés d'un exposé de motivation détaillé qui précise :

- a) les objectifs qualitatifs et quantitatifs poursuivis;
- b) les besoins administratifs, logistiques et techniques nécessaires à leur mise en œuvre;

2° planifiés sur une période de quatre ans;

3° intégrés dans la programmation de l'année et présentés par ordre de priorité;

4° assortis d'une évaluation budgétaire détaillée;

5° appuyés :

a) par un rapport d'activités établi par la direction technique fédérale portant sur le niveau de réalisation des projets admissibles à la subvention de l'exercice budgétaire précédent;

b) à l'issue de chaque olympiade, pour les fédérations sportives gérant une discipline figurant au programme des Jeux olympiques ainsi que pour l'association visée à l'article 25, 1° du décret, par un rapport d'activités global portant sur les quatre années écoulées.

Art. 25. Pour bénéficier de la subvention complémentaire prévue à l'article 31 du décret, les fédérations sportives reconnues et l'association visée à l'article 25, 1°, du décret doivent introduire une demande à l'Administration sur les formulaires fournis par celle-ci.

Art. 26. Les formulaires visés à l'article 25 sont introduits pour le 31 octobre de l'année précédant celle de l'exercice budgétaire. Pour l'exercice budgétaire 2008, les formulaires doivent être introduits pour le 15 janvier 2008.

Ils sont complétés, accompagnés de tout document requis et signés par au moins deux administrateurs mandatés à cet effet.

Les demandes introduites après la date visée à l'alinéa 1^{er} sont irrecevables.

Art. 27. A l'appui des demandes de subventions complémentaires, les fédérations sportives et l'association visée à l'article 25, 1°, du décret mentionnent en y apportant toutes les justifications appropriées :

1° le nombre de membres du cadre sportif nécessaire à la réalisation du plan-programme;

2° le profil de leur fonction;

3° la nature des tâches imposées;

4° le niveau de qualification et d'expérience requis.

CHAPITRE IX. — *Du calcul de la subvention complémentaire*

Art. 28. Le Ministre, pour chaque fédération sportive et pour l'association visée à l'article 25, 1° du décret, arrête :

1° les projets admissibles à la subvention;

2° la nature des dépenses réputées admissibles, en ce compris les conditions d'octroi de la partie de la subvention destinée, le cas échéant, à couvrir les dépenses prévues en matière de rémunération du personnel du cadre sportif;

3° les plafonds d'intervention éventuellement applicables aux dépenses réputées admissibles. Sauf dérogation accordée par le Ministre, la subvention destinée à couvrir le montant brut de la rémunération, du pécule de vacances, des allocations ou indemnités de fin d'année ainsi que les cotisations payées par l'employeur en vertu de la législation en matière de sécurité sociale ne peut excéder € 85.000 par cadre sportif exerçant la fonction de directeur technique.

Ce montant est lié aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation. L'indice de base est celui du mois précédant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

4° le montant de la subvention octroyée.

A cet effet, le Ministre peut tenir compte des ressources financières propres du bénéficiaire potentiel ainsi que du niveau de réalisation des programmes antérieurs tant sur le plan quantitatif que qualitatif.

Art. 29. La subvention octroyée ne peut servir à couvrir des dépenses déjà totalement ou partiellement subsidiées par la Communauté française, plafonnées ou considérées par celle-ci comme non admissibles dans le cadre d'autres dispositions légales ou réglementaires.

CHAPITRE X. — *De la formation*

Art. 30. Le Ministre est chargé de prendre les décisions relatives à la mise en œuvre des dispositions visées aux articles 40, 41, 42 et 43 du décret.

CHAPITRE XI. — *De l'introduction des demandes de subvention pour la formation des cadres sportifs*

Art. 31. La demande de subvention est présentée sous forme de projets.

Les projets sont :

1° structurés par niveau de formation ainsi que, le cas échéant, par type de pratique sportive;

2° étayés d'un exposé de motivation qui précise :

a) les objectifs qualitatifs et quantitatifs poursuivis;

b) les besoins administratifs, logistiques et techniques nécessaires à leur mise en œuvre;

c) la stratégie développée en vue de favoriser le recours à un encadrement qualifié dans les cercles affiliés;

3° planifiés sur une période de quatre ans;

4° présentés par ordre de priorité;

5° assortis d'une évaluation budgétaire détaillée;

6° accompagnés d'un rapport d'activités portant sur le niveau de réalisation qualitatif et quantitatif des projets admissibles à la subvention de l'exercice budgétaire précédent.

Art. 32. Pour bénéficier de la subvention prévue à l'article 45 du décret, les fédérations et les associations sportives reconnues visées à l'article 41 du décret doivent introduire une demande à l'Administration sur les formulaires fournis par celle-ci.

Art. 33. Les formulaires visés à l'article 38 sont introduits pour le 31 octobre de l'année précédant celle de l'exercice budgétaire. Pour l'exercice budgétaire 2008, les formulaires doivent être introduits pour le 15 janvier 2008.

Ils sont complétés, accompagnés de tout document requis et signés par au moins deux administrateurs mandatés à cet effet.

Les demandes introduites après la date visée à l'alinéa 1^{er} sont irrecevables.

CHAPITRE XII. — *Du calcul de la subvention pour la formation des cadres sportifs*

Art. 34. Le Ministre, pour chaque fédération et association reconnue visée à l'article 41 du décret, arrête :

1° les projets admissibles à la subvention;

2° la nature des dépenses réputées admissibles;

3° les plafonds d'intervention éventuellement applicables aux dépenses réputées admissibles;

4° le montant de la subvention octroyée.

A cet effet, le Ministre peut tenir compte des recettes générées par la perception des droits d'inscription aux formations, des ressources financières propres du bénéficiaire potentiel ainsi que de la réalisation des programmes antérieurs tant sur le plan quantitatif que qualitatif.

Art. 35. La subvention octroyée ne peut servir à couvrir des dépenses déjà, totalement ou partiellement, subsidiées par la Communauté française, plafonnées ou considérées par celle-ci comme non admissibles dans le cadre d'autres dispositions légales ou réglementaires.

CHAPITRE XIII. — *De la subvention aux cercles affiliés aux associations reconnues organisant des activités sportives adaptées*

Art. 36. Sont admissibles à la subvention les cercles qui :

1° comptent un minimum de quinze sportifs dont quatre-vingt pour cent au moins présentent une déficience définitive ou de longue durée qui les empêche de pratiquer les activités sportives dans les conditions ordinaires;

2° regroupent au sein d'un seul de ceux-ci les sportifs émargeant à une même institution mais qui pratiquent des disciplines différentes;

Art. 37. § 1^{er}. Le Ministre répartit, chaque année, entre les associations reconnues visées à l'article 25 du décret, le crédit inscrit au budget de la Communauté française. Pour chaque association, le montant global réservé au subventionnement de ses cercles affiliés est égal à celui le plus élevé calculé au cours des trois années précédant celle de l'entrée en vigueur du présent arrêté, sur la base des dispositions de l'arrêté du 30 octobre 2000 réglant l'octroi de subventions aux fédérations et associations reconnues.

§ 2. Lorsque des moyens nouveaux sont dégagés, ils sont répartis entre les associations reconnues au prorata des montants établis sur la base du mode de calcul défini dans le présent article.

§ 3. En cas de changement significatif du nombre de cercles admissibles à la subvention, le Ministre peut procéder à une évaluation des facteurs susceptibles de justifier une évolution positive ou négative, du montant global réservé aux cercles de chacune des associations et l'adapter en conséquence.

Art. 38. Chacune des associations visées à l'article 25 du décret est informée du montant qui lui est réservé pour le subventionnement de ses cercles sportifs affiliés.

Art. 39. Avant le 1^{er} juin de l'exercice budgétaire, chacune des associations visées à l'article 25 du décret soumet à l'approbation du Ministre ses critères de répartition du montant qui lui est alloué pour le subventionnement de ses cercles sportifs affiliés, ainsi que la répartition des subsides qui leur seraient accordés selon les critères proposés. Parmi ces critères figurent obligatoirement ceux visés à l'article 27, alinéa 2, du décret

Le Ministre arrête le montant de la subvention octroyée à chaque cercle sportif.

CHAPITRE XIV. — *Dispositions abrogatoires et finales*

Art. 40. Sont abrogés :

1° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 avril 2000 fixant la procédure de reconnaissance et de classements des fédérations et associations sportives modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 2002;

2° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 octobre 2000 réglant l'octroi de subventions aux fédérations ou associations sportives reconnues, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française du 8 novembre 2001 et du 6 décembre 2001.

3° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juillet 2001 fixant les montants des indemnités allouées aux membres de la Commission d'avis instituée pour l'examen des plans-programme des fédérations et associations sportives reconnues;

4° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 septembre 2003 visant l'application du décret du 27 mars 2003 modifiant certaines dispositions du décret du 26 avril 1999 organisant le sport en Communauté française.

Art. 41. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2008.

Art. 42. Le Ministre ayant le Sport dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 6 juillet 2007.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente, chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M. ARENA

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,
C. EERDEKENS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2007 — 4205

[C — 2007/29320]

6 JULI 2007. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de procedure voor de erkenning en de rangschikking van de sportfederaties, recreatieve sportfederaties en sportverenigingen, tot regeling van hun subsidiëring alsook die van de clubs aangesloten bij erkende verenigingen die aangepaste sportactiviteiten organiseren.

De Regering van de Franse Gemeenschap

Gelet op het decreet van 8 december 2006 houdende organisatie en subsidiëring van de sport in de Franse Gemeenschap, inzonderheid op de artikelen 15, 16, 23, 26, 27, tweede lid, 29, 30, § 6, 31, § 3, en 45;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 april 2000 tot bepaling van de procedure voor de erkenning en de rangschikking van de sportfederaties en de sportverenigingen, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juli 2002;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 oktober 2000 tot regeling van de toekenning van subsidies aan de erkende sportfederaties of de erkende sportverenigingen, gewijzigd bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 november 2001 en 6 december 2001;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 juli 2001 tot vaststelling van de bedragen van de vergoedingen toegekend aan de leden van de Adviescommissie ingesteld voor het onderzoek van de programmaplannen van de erkende sportfederaties en sportverenigingen;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 september 2003 tot toepassing van het decreet van 27 maart 2003 tot wijziging van sommige bepalingen van het decreet van 26 april 1999 tot organisatie van de sport in de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 26 februari 2007;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 2 maart 2007;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor Lichamelijke Opvoeding, Sport en Openluchtlevens, gegeven op 13 maart 2007;

Gelet op het advies 43.173/4 van de Raad van State, gegeven op 19 juni 2007, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken en Sport;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « Minister » : het lid van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de Sport behoort;

2° « Decreet » : het decreet van 8 december 2006 houdende organisatie en subsidiëring van de sport in de Franse Gemeenschap;

3° « Bestuur » : de Algemene Directie voor Sport van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

HOOFDSTUK II. — *Indiening en onderzoek van de aanvragen tot erkenning*

Art. 2. Om erkend te worden, dienen de sportfederaties en de sportverenigingen een aanvraag in bij het bestuur op formulieren die door dit bestuur worden bezorgd; de Minister wordt belast met het vaststellen van het model.

Art. 3. De aanvragen tot erkenning, alsook de bijlagen ervan, worden naar het bestuur bij een ter post aangetekende brief gestuurd.

Art. 4. De sportfederaties en de sportverenigingen voegen bij hun aanvraag tot erkenning de volgende bijlagen :

1° een afschrift van hun statuten en het bewijs dat deze in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt werden;

2° een afschrift van alle reglementen die met toepassing van hun statuten genomen werden;

3° de bijgewerkte lijst van hun clubs met vermelding, voor elke club, van :

a) de administratieve zetel;

b) de gewone plaats van hun activiteiten;

c) de bijgewerkte lijst van het aantal leden die een sport beoefenen en die onderverdeeld worden volgens leeftijd en geslacht, alsook per type deficiëntie voor deze die aangesloten zijn bij de verenigingen bedoeld in artikel 25 van het decreet;

d) de lijst van de leden van hun bestuur waarin de naam, het adres en het uitgeoefende ambt binnen de club vermeld worden;

4° de bijgewerkte lijst van de leden van hun beheersorgaan met vermelding, voor elk lid, van de namen, de adressen en de uitgeoefende ambten;

5° de bijgewerkte lijst van de leden van hun personeel met vermelding, voor elk lid, van :

a) de gegevens betreffende zijn identificatie (naam, voornaam, geboortedatum, geslacht, adres);

b) zijn statuut;

c) de aard van zijn contract;

d) zijn ambt;

e) zijn kwalificaties;

f) het aantal gepresteerde uren uitgedrukt in voltijds equivalent;

g) de gegevens betreffende de loonkosten of de vergoedingen;

6° het activiteitenverslag over het jaar dat voorafgaat aan dat waarin de aanvraag tot erkenning werd ingediend met daarbij, desgevallend, een activiteitenverslag over het lopende jaar.

Indien de federatie of de vereniging die haar erkenning aanvraagt deel uitmaakt van een nationale sportorganisatie, dan mogen haar activiteiten uitgeoefend op nationaal vlak in aanmerking worden genomen;

7° een afschrift van de verzekeringspolis waardoor de burgerrechtelijke aansprakelijkheid en de vergoeding voor lijfschade voor hun leden worden gedekt of, in geval van een verzekering rechtstreeks aangegaan door de aangesloten clubs of door gelijk welk andere tussenstructuur, een document met vermelding van de hoofdbepalingen van de contracten betreffende deze dekking;

8° een afschrift van de statuten en de samenstelling van het beheersorgaan van de nationale federatie waarvan de federatie of de vereniging desgevallend een bestanddeel is;

9° de lijst, in voorkomend geval, van de overwogen maatregelen om het bedrag te bepalen van de opleidingsvergoeding die verschuldigd is wanneer sportbeoefenaars worden getransfereerd, de procedure om deze vergoeding uit te betalen en de procedure om de betaling door de club te verzekeren waar naartoe de sportbeoefenaar getransfereerd wordt en voor zijn effectieve terugkomst binnen de opleidende club;

10° de lijst van de communautaire, nationale, internationale of olympische sportinstanties waarmee de federatie of de vereniging een organieke betrekking heeft;

11° de opgave van de maatregelen genomen om de veiligheid te verzekeren van hun leden, van de begeleiders, van de toeschouwers of van elke andere deelnemer aan de activiteiten die zij organiseren.

Art. 5. De vereniging voor sport op school voegt bij haar aanvraag tot erkenning de volgende bijlagen :

1° een afschrift van haar statuten en het bewijs dat deze in het *Belgisch Staatsblad* werden bekendgemaakt;

2° een afschrift van alle reglementen die met toepassing van haar statuten werden genomen;

3° de bijgewerkte lijst van de federaties voor sport op school van elk van de onderwijssnetten die er lid van zijn;

4° de bijgewerkte lijst van de leden van haar beheersorgaan met vermelding, voor elk lid, van de naam, het adres en het uitgeoefende ambt, alsook de identificatie van de federatie voor sport op school waarvan het de vertegenwoordiger is;

5° de bijgewerkte lijst van de leden van haar personeel met vermelding, voor elk lid, van :

a) de gegevens betreffende zijn identificatie (naam, voornaam, geboortedatum, geslacht, adres);

b) zijn statuut;

c) de aard van zijn contract;

d) zijn ambt;

e) zijn kwalificaties;

f) het aantal gepresteerde uren uitgedrukt in voltijds equivalent;

g) de gegevens betreffende de loonkosten of de vergoedingen;

6° een activiteitenverslag over het jaar dat voorafgaat aan het jaar waarin de aanvraag tot erkenning werd ingediend met daarbij, desgevallend, een activiteitenverslag over het lopende jaar;

7° een afschrift van het reglement voor de dopingbestrijding bedoeld in artikel 28, tweede lid, 1°, c), van het decreet;

8° voor elke federatie voor sport op school die lid is :

- a) een afschrift van haar statuten en het bewijs dat deze in het *Belgisch Staatsblad* werden bekendgemaakt;
- b) een afschrift van alle reglementen die met toepassing van haar statuten werden genomen;
- c) de bijgewerkte lijst van de leden van haar beheersorgaan met vermelding, voor elk lid, van de naam, het adres en het uitgeoefende ambt;
- d) elk document waarmee bewezen wordt dat de deelnemers aan de activiteiten die ze organiseert, verzekerd zijn op het vlak van de burgerrechtelijke aansprakelijkheid en vergoeding voor lijfschade.

Art. 6. De vereniging voor sport in het hoger onderwijs voegt bij haar aanvraag tot erkenning de volgende bijlagen :

- 1° een afschrift van haar statuten en het bewijs dat deze in het *Belgisch Staatsblad* werden bekendgemaakt;
- 2° een afschrift van alle reglementen die met toepassing van haar statuten werden genomen;
- 3° de bijgewerkte lijst van de sportcentra in het hoger onderwijs die er lid van zijn;
- 4° de bijgewerkte lijst van de leden van haar beheersorgaan met vermelding, voor elk lid, van de naam, het adres en het uitgeoefende ambt, alsook de identificatie van het sportcentrum in het hoger onderwijs waarvan het de vertegenwoordiger is;
- 5° de bijgewerkte lijst van de leden van haar personeel met vermelding, voor elk lid, van :
 - a) de gegevens betreffende zijn identificatie (naam, voornaam, geboortedatum, geslacht, adres);
 - b) zijn statuut;
 - c) de aard van zijn contract;
 - d) zijn ambt;
 - e) zijn kwalificaties;
 - f) het aantal gepresteerde uren uitgedrukt in voltijds equivalent;
 - g) de gegevens betreffende zijn loonkosten of zijn vergoedingen;
- 6° een activiteitenverslag over het jaar dat voorafgaat aan het jaar waarin de aanvraag tot erkenning werd ingediend met daarbij, desgevallend, een activiteitenverslag over het lopende jaar;
- 7° een afschrift van het reglement voor de dopingbestrijding bedoeld in artikel 28, tweede lid, 1°, c), van het decreet;
- 8° voor elk sportcentrum in het hoger onderwijs dat lid is :
 - a) een afschrift van zijn statuten en reglementen;
 - b) de bijgewerkte lijst van de leden van zijn beheersorgaan met vermelding, voor elk lid, van de naam, het adres en het uitgeoefende ambt;
 - c) elk document waarmee bewezen wordt dat de deelnemers aan de activiteiten die het centrum organiseert, verzekerd zijn op het vlak van de burgerrechtelijke aansprakelijkheid en vergoeding voor lijfschade;
 - d) de gedetailleerde lijst van de sportinfrastructuren waarover het centrum beschikt om zijn activiteiten uit te voeren.

HOOFDSTUK III. — *De toekenning van de erkenning, de niet-erkenning, de schorsing en de intrekking van de erkenning*

Art. 7. De Minister wordt ermee belast beslissingen te treffen inzake toekenning van de erkenning, niet-erkenning, schorsing of intrekking van de erkenning.

Art. 8. Op straffe van nietigheid moet elk beroep tegen de beslissingen genomen krachtens artikel 7, worden ingesteld bij de Regering en moet de identiteit vermelden van de persoon (en) die de federatie of de vereniging vertegenwoordigt (en) en die, in voorkomend geval, door de Hoge Raad wenst(en) gehoord te worden.

Art. 9. Nadat het dossier administratief werd onderzocht, deelt het bestuur aan de federatie of aan de vereniging bij een ter post aangetekende brief de datum en het uur mede waarop de Hoge Raad het beroep zal onderzoeken alvorens advies uit te brengen.

Te dien einde komt de Hoge Raad ten vroegste vijftien dagen na de datum van het opsturen van de bij de ter post aangetekende brief samen.

De Hoge Raad is ertoe gehouden zijn advies uit te brengen binnen de zestig dagen te rekenen vanaf het beroep.

HOOFDSTUK IV. — *De ontstentenis van een beslissing inzake erkenning*

Art. 10. Beroep kan ingesteld worden bij de Regering door de federatie of de betrokken vereniging indien de Minister zijn beslissing niet te kennen heeft gegeven binnen de zes maanden te rekenen vanaf de datum waarop de aanvraag tot erkenning werd ingediend.

Art. 11. Op straffe van nietigheid wordt beroep ingesteld bij een ter post aangetekende brief binnen de dertig dagen te rekenen vanaf het einde van de zesde maand die volgt op de datum waarop de aanvraag tot erkenning werd ingediend.

HOOFDSTUK V. — *De rangschikking en de herziening ervan*

Art. 12. De Minister, na advies van de Hoge Raad, rangschikt elke erkende federatie of vereniging overeenkomstig artikel 20 van het decreet. De beslissing wordt genomen en bekengemaakt gelijktijdig met deze betreffende de erkenning.

Art. 13. Op straffe na nietigheid wordt elke aanvraag tot herziening van rangschikking zoals bedoeld in artikel 20, tweede lid, van het decreet bij de Minister ingediend bij een ter post aangetekende brief.

Daarin worden de motivering van de aanvraag alsook de nieuwe elementen die de federatie of de vereniging wil laten gelden, nader bepaald.

Art. 14. De beslissing wordt door de Minister genomen, na advies van de Hoge Raad binnen de negentig dagen die volgen op het advies van de Hoge Raad. De Hoge Raad is ertoe gehouden een advies uit te brengen binnen de zestig dagen na de aanvraag.

Art. 15. Tijdens de duur van de erkenning, kan de Minister, op basis van een duidelijke evolutie inzake organisatie van de sport, de rangschikking van een federatie of een vereniging op eigen initiatief herzien.

Alvorens zijn beslissing te nemen, licht de Minister bij een ter post aangetekende brief, de federatie of de vereniging in over zijn bedoeling haar rangschikking te wijzigen.

Zij kan haar argumenten laten gelden binnen de dertig dagen, te rekenen vanaf het opsturen van de bij ter post aangetekende brief.

De beslissing wordt door de Minister genomen na advies van de Hoge Raad binnen de negentig dagen die volgen op het advies van de Hoge Raad.

De Hoge Raad is ertoe gehouden een advies uit te brengen binnen de zestig dagen na het verstrijken van de termijn van dertig dagen bedoeld in het derde lid.

Art. 16. Op straffe van nietigheid moet elk beroep tegen de beslissingen genomen krachtens de artikelen 12, 14 en 15 worden ingesteld bij de Regering en moet de identiteit vermelden van de persoon (en) die de federatie of de vereniging vertegenwoordigt (en) en die, in voorkomend geval, door de Hoge Raad wenst(en) gehoord te worden.

Art. 17. Nadat het dossier administratief werd onderzocht, deelt het bestuur aan de federatie of de vereniging bij een ter post aangetekende brief de datum en het uur mede waarop de Hoge Raad het beroep zal onderzoeken alvorens advies uit te brengen.

Te dien einde komt de Hoge Raad ten vroegste vijftien dagen na de datum van de verzending van de bij de ter post aangetekende brief samen.

De Hoge Raad is ertoe gehouden zijn advies uit te brengen binnen de zestig dagen te rekenen vanaf het beroep bedoeld in artikel 20.

HOOFDSTUK VI. — *Sancties*

Art. 18. De Minister wordt ermee belast beslissingen te nemen inzake ingebrekestelling, alsook de sancties te nemen bedoeld in artikel 22, § 2, van het decreet.

HOOFDSTUK VII. — *Indiening van de aanvragen om forfaitaire werkingssubsidie*

Art. 19. Om de forfaitaire werkingssubsidie bedoeld in artikel 30 van het decreet te kunnen genieten, dienen de erkende federaties of verenigingen een aanvraag bij het bestuur in op formulieren die door dit bestuur worden bezorgd.

Art. 20. De formulieren bedoeld in artikel 19 worden voor 31 maart van het begrotingsjaar ingediend waarvoor de subsidie aangevraagd wordt. Ze worden aangevuld, samen met elk vereist document ingediend en ondertekend door ten minste twee daartoe gemachtigde bestuurders.

Elke vertraging bij de indiening van de aanvraag leidt tot het verlies van het recht op de werkingssubsidie.

Art. 21. Elke erkende federatie of vereniging voegt bij haar aanvraag :

1° de notulen van haar laatste algemene vergadering, met inbegrip van het verslag van de commissarissen der rekeningen, waarbij worden goedgekeurd :

- a) het ontwerp van begroting van het lopende jaar;
- b) de balans en de exploitatierekening, voor de uitgaven en de ontvangsten, van het afgelopen jaar;
- c) het moreel verslag, ingediend door de leidende instanties;
- d) het programma van de activiteiten van het lopende jaar alsook hun prioritaire doelstellingen;

2° de bijgehouden lijst van de aangesloten clubs, met vermelding, voor elk van die, van :

- a) de maatschappelijke zetel;
- b) de gewone plaats voor hun activiteiten;
- c) het bijgehouden aantal leden die een sport beoefenen, gerangschikt volgens leeftijd en geslacht, alsook per type van deficiëntie voor deze aangesloten bij de verenigingen bedoeld in artikel 25 van het decreet;
- d) de bijgehouden lijst van de leden van zijn bestuur, met vermelding van hun naam, adres en ambt uitgeoefend binnen de club;

3° de bijgehouden lijst van de leden van haar beheersorgaan, met vermelding, voor elk lid, van de naam, het adres en het uitgeoefende ambt :

4° de bijgehouden lijst van de leden van haar personeel met vermelding, voor elk lid, van :

- a) de gegevens betreffende zijn identificatie (naam, voornaam, geboortedatum, geslacht, adres);
- b) zijn statuut;
- c) de aard van zijn contract;
- d) zijn ambt;
- e) zijn kwalificaties;
- f) het aantal gepresteerde uren uitgedrukt in voltijds equivalent;
- g) de gegevens betreffende de loonkosten of de vergoedingen.

Art. 22. De vereniging voor schoolsport :

1° is vrijgesteld van de verplichtingen bedoeld in artikel 21, 2°;

2° moet, voor elk van de federaties voor sportschool die bij haar aangesloten zijn, de bijgehouden lijst van de leden van haar beheersorgaan mededelen, met vermelding, voor elk ervan, van hun naam, adres en ambt uitgeoefend binnen de betrokken federatie.

Art. 23. De vereniging voor sport in het hoger onderwijs :

1° is vrijgesteld van de verplichtingen bedoeld in artikel 21, 2°;

2° moet, voor elk van de sportcentra in het hoger onderwijs die bij haar aangesloten zijn, de bijgehouden lijst van de leden van het beheersorgaan mededelen, met vermelding, voor elk ervan, van hun naam, adres en ambt uitgeoefend binnen het betrokken centrum.

HOOFDSTUK VIII. — *Indiening van de aanvragen om aanvullende subsidie voor een programmaplan voor de ontwikkeling van topsport*

Art. 24. § 1. De Minister wordt ermee belast de minimale richtingen te bepalen die het programmaplan moet bevatten.

§ 2. De activiteiten die deel uitmaken van het programmaplan bedoeld in artikel 31, § 1, van het decreet, worden voorgesteld in de vorm van projecten.

De projecten worden :

1° gestaafd met een gedetailleerde opgave van de motivatie, met mededeling van :

- a) de beoogde kwalitatieve en kwantitatieve doelstellingen;
- b) de administratieve, logistieke en technische behoeften voor de uitvoering ervan;

2° gepland over een periode van vier jaar;

3° geïntegreerd in de programmering van het jaar en voorgesteld in de volgorde van prioriteiten;

4° vergezeld van een gedetailleerde begrotingsevaluatie;

5° gestaafd :

a) met een activiteitenverslag opgemaakt door de federale technische directie met betrekking tot het uitvoeringsniveau van de projecten die in aanmerking komen voor de subsidie van het vorige begrotingsjaar;

b) met een globaal activiteitenverslag over de vier afgelopen jaren na elke olympiade, voor de sportfederaties die een discipline opgenomen in het programma van de Olympische Spelen beheren alsook voor de vereniging bedoeld in artikel 25, 1°, van het decreet.

Art. 25. Om de aanvullende subsidie bedoeld in artikel 31 van het decreet te kunnen genieten, moeten de erkende sportfederaties of de vereniging bedoeld in artikel 25, 1°, van het decreet een aanvraag bij het bestuur indienen op formulieren die door dit bestuur worden bezorgd.

Art. 26. De formulieren bedoeld in artikel 25 worden ingediend voor 31 oktober van het jaar dat voorafgaat aan dat van het begrotingsjaar. Voor het begrotingsjaar 2008 moeten de formulieren voor 15 januari 2008 ingediend worden.

Ze worden aangevuld, samen met elk vereist document ingediend en ondertekend door ten minste twee daartoe gemachtigde bestuurders.

De aanvragen die na de datum bedoeld in het eerste lid worden ingediend, zijn onontvankelijk.

Art. 27. Ter staving van de aanvragen om aanvullende subsidies, moeten de sportfederaties en de vereniging bedoeld in artikel 25, 1°, van het decreet, de volgende gegevens mededelen, met opgave van alle aangepaste redenen :

1° het aantal leden van de sportformatie die noodzakelijk zijn voor de verwezenlijking van het programmaplan;

2° het profiel van hun ambt;

3° de aard van de opgelegde taken;

4° het niveau van de vereiste kwalificatie en ervaring.

HOOFDSTUK IX. — *Berekening van de aanvullende subsidie*

Art. 28. Voor elke sportfederatie en voor de vereniging bedoeld in artikel 25, 1°, van het decreet, bepaalt de Minister :

1° de projecten die voor de subsidie in aanmerking komen;

2° de aard van de uitgaven die kunnen worden toegelaten, met inbegrip van de voorwaarden voor de toekenning van het gedeelte van de subsidie die desgevallend bestemd is om de uitgaven te dekken inzake bezoldiging van het personeel van het sportkader;

3° de maximumbedragen die eventueel van toepassing zijn voor de toelaatbare uitgaven. Behoudens afwijking toegekend door de Minister, mag de subsidie bestemd voor het dekken van het brutobedrag van de bezoldiging, van het vakantiegeld, van de eindejaarstoelagen of -vergoedingen, alsook de bijdragen betaald door de uitgever krachtens de wetgeving inzake sociale zekerheid, 85.000 euro niet overschrijden per lid van het sportkader dat het ambt van technisch directeur uitoefent. Dit bedrag is gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen. Het basisindexcijfer is hetgeen van de maand die voorafgaat aan de inwerkingtreding van dit besluit;

4° het bedrag van de toegekende subsidie.

Daartoe kan de Minister rekening houden met de eigen financiële middelen van de mogelijke rechthebbende alsook van het niveau van de verwezenlijking van de vorige programma's zowel op het kwantitatieve als op het kwalitatieve gebied.

Art. 29. De toegekende subsidie kan niet dienen tot dekken van de uitgaven die al geheel of gedeeltelijk door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd worden, waarvoor een maximumbedrag wordt toegekend of die niet in aanmerking kunnen komen krachtens andere wettelijke of verordeningsbepalingen.

HOOFDSTUK X. — *Opleiding*

Art. 30. De Minister wordt ermee belast de beslissingen te nemen in verband met de uitvoering van de bepalingen bedoeld in de artikelen 40, 41, 42 en 43 van het decreet.

HOOFDSTUK XI. — *Indiening van de aanvragen om subsidie voor de opleiding van de leden van het sportkader*

Art. 31. De aanvraag om subsidie wordt voorgesteld in de vorm van projecten.

De projecten worden :

1° gestructureerd per opleidingsniveau alsook, in voorkomend geval, per type van sportpraktijk;

2° gestaafd met een opgave van de motivatie, met mededeling van :

a) de beoogde kwalitatieve en kwantitatieve doelstellingen;

b) de administratieve, logistieke en technische behoeften voor de uitvoering ervan;

c) de strategie ontwikkeld om het beroep te bevorderen op een geschoolde omkadering in de aangesloten clubs;

3° gepland over een periode van vier jaar;

4° voorgesteld volgens de volgorde van prioriteiten;

5° vergezeld van een gedetailleerde begrotingsraming;

6° vergezeld van een activiteitenverslag met betrekking tot het kwalitatieve en kwantitatieve niveau van verwezenlijking van projecten die in aanmerking komen voor de subsidie van het vorige begrotingsjaar.

Art. 32. Om de subsidie bedoeld in artikel 45 van het decreet te kunnen genieten, moeten de erkende sportfederaties en sportverenigingen bedoeld in artikel 41 van het decreet een aanvraag bij het bestuur indienen op formulieren die door dit bestuur worden bezorgd.

Art. 33. De formulieren bedoeld in artikel 38 worden voor 31 oktober ingediend van het jaar dat voorafgaat aan dat van het begrotingsjaar. Voor het begrotingsjaar 2008 moeten de formulieren voor 15 januari 2008 ingediend worden.

Ze worden aangevuld, samen met elk vereist document ingediend en ondertekend door ten minste twee daartoe gemachtigde bestuurders.

De aanvragen die na de datum bedoeld in het eerste lid worden ingediend, zijn onontvankelijk.

HOOFDSTUK XII. — *Berekening van de subsidie voor de opleiding van de leden van het sportkader*

Art. 34. Voor elke erkende federatie en vereniging bedoeld in artikel 41 van het decreet, bepaalt de Minister :

1° de projecten die in aanmerking komen voor subsidie;

2° de aard van de uitgaven die in aanmerking kunnen komen;

3° de maximumbedragen voor de tegemoetkoming die eventueel toe te passen zijn op de in aanmerking komende uitgaven;

4° het bedrag van de toegekende subsidie.

Daartoe kan de Minister rekening houden met de ontvangsten afkomstig uit de inning van het inschrijvingsgeld voor de opleidingen, met de eigen financiële middelen van de mogelijke rechthebbende alsook met de verwezenlijking van de vorige programma's zowel op het kwantitatieve als op het kwalitatieve gebied.

Art. 35. De toegekende subsidie kan niet dienen tot dekken van uitgaven die reeds geheel of gedeeltelijk door de Franse Gemeenschap worden gesubsidieerd, waarvoor een maximumbedrag wordt toegekend of die niet in aanmerking kunnen komen krachtens andere wettelijke of verordeningsbepalingen.

HOOFDSTUK XIII. — *Subsidie aan de clubs die aangesloten zijn bij de erkende verenigingen die aangepaste sportactiviteiten organiseren*

Art. 36. Komen in aanmerking voor subsidie de clubs die :

1° minimum vijftien sportbeoefenaars tellen, waaronder minstens 80 % een deficiëntie van definitieve aard of van lange duur hebben waarbij ze verhinderd worden de sportactiviteiten onder normale omstandigheden te beoefenen;

2° binnen één van deze, de sportbeoefenaars groeperen die betaald worden door eenzelfde instelling maar die verscheidene disciplines beoefenen.

Art. 37. § 1. De Minister verdeelt elk jaar onder de erkende verenigingen bedoeld in artikel 25 van het decreet, het krediet ingeschreven op de begroting van de Franse Gemeenschap. Voor elke vereniging is het globaal bedrag bestemd voor de subsidiëring van haar aangesloten clubs gelijk aan het hoogste bedrag berekend tijdens de drie jaren die voorafgaan aan de inwerkingtreding van dit besluit op basis van de bepalingen van het besluit van 30 oktober 2000 tot regeling van de toekenning van subsidies aan de erkende sportfederaties of de erkende sportverenigingen.

§ 2. Wanneer nieuwe middelen worden vrijgemaakt, worden ze verdeeld onder de erkende verenigingen naar rata van de bedragen vastgesteld op basis van de berekeningswijze bedoeld in dit artikel.

§ 3. Bij een duidelijke wijziging van het aantal clubs die in aanmerking komen voor subsidie, kan de Minister de factoren evalueren die een positieve of negatieve evolutie mogen verantwoorden van het globaal bedrag bestemd voor de clubs van elke vereniging en dit bedrag verhoudingsgewijs aanpassen.

Art. 38. Elke vereniging bedoeld in artikel 25 van het decreet wordt ingelicht over het bedrag dat aan haar voorbehouden wordt voor de subsidiëring van haar aangesloten sportclubs.

Art. 39. Vóór 1 juni van het begrotingsjaar legt elke vereniging bedoeld in artikel 25 van het decreet aan de Minister ter goedkeuring de criteria voor de verdeling van het bedrag dat haar toegekend wordt voor de subsidiëring van haar aangesloten sportclubs, alsook de verdeling van de subsidies die hen zouden worden toegekend op basis van de voorgestelde criteria, voor. Onder de in aanmerking genomen criteria dienen verplicht deze die in artikel 27, tweede lid van het decreet voorkomen, opgenomen te worden.

De Minister bepaalt het bedrag van de subsidie die toegekend wordt aan elke sportclub.

HOOFDSTUK XIV. — *Opheffings- en slotbepalingen*

Art. 40. Opgeheven worden :

1° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 april 2000 tot bepaling van de procedure voor de erkenning en de rangschikking van de sportfederaties en de sportverenigingen, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juli 2002;

2° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 oktober 2000 tot regeling van de toekenning van subsidies aan de erkende sportfederaties of de erkende sportverenigingen, gewijzigd bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 november 2001 en 6 december 2001;

3° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 juli 2001 tot vaststelling van de bedragen van de vergoedingen toegekend aan de leden van de Adviescommissie ingesteld voor het onderzoek van de programmaplannen van de erkende sportfederaties en sportverenigingen;

4° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 september 2003 tot toepassing van het decreet van 27 maart 2003 tot wijziging van sommige bepalingen van het decreet van 26 april 1999 tot organisatie van de sport in de Franse Gemeenschap.

Art. 41. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2008.

Art. 42. De Minister tot wiens bevoegdheid de Sport behoort, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 6 juli 2007.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Presidente, belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor sociale promotie,
Mevr. M. ARENA

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,
C. EERDEKENS